

Le spectre du franquisme plane sur la Catalogne

Mercredi 20 septembre 2017, au matin, une vaste opération de police contre des responsables autonomistes et indépendantistes a lieu en Catalogne, alors que nous sommes à quelques jours d'un référendum historique sur l'indépendance, fixé au 1er octobre.

La police espagnole a envahi le Ministère de l'Economie et divers organismes des Finances catalans dont l'Agence du Trésor, ainsi que le ministère des Affaires extérieures. La *Guardia Civil* a arrêté le Ministre des Finances catalan, Josep Maria Jové. Elle a également pris d'assaut le ministère des Affaires sociales catalan. En parallèle, d'autres interventions de la *Guardia Civil* ont visé une douzaine de responsables de l'administration catalane qui ont, aussi, été interpellés. Ces actions coordonnées font suite à une pression, ces derniers jours, qui est allée crescendo, avec un nombre important d'arrestations, de perquisitions et de saisi de matériel électoral.

La *Guardia civil* agit sur injonction du gouvernement central espagnol qui essaie par tous les moyens d'empêcher le référendum d'autodétermination. Pourtant, juridiquement, la *Guardia Civil* n'est compétente sur le territoire de la *Generalitat* de Catalogne que pour les affaires de terrorisme ou de gestion des frontières. Le fait qu'elle intervienne, sous couvert d'empêcher les élu-e-s autonomistes d'organiser un référendum avec l'argent des institutions catalanes, est clairement une violation des règles jusqu'alors en application.

Le gouvernement central de Mariano Rajoy "*a suspendu de facto notre autonomie et appliqué de facto un état d'urgence*" estime Carles Puigdemont, le Président catalan.

La CGT catalane, membre du Réseau syndical international de solidarité et de lutte, dans un communiqué prévient : « *être alarmée par l'escalade de la répression* » et, dénonçant cette forme de « coup d'Etat », précise une phrase lourde de sens dans le contexte ibérique marquée par les 40 ans de dictature de Franco : « historiquement, lorsque les attitudes fascistes traversent la porte, elles ne partent jamais si elles ne sont pas expulsées ». Les autres organisations syndicales de l'Etat espagnol membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (Confederación intersindical, IAC, COBAS, ...) et de nombreuses autres forces associatives, syndicales et politiques, condamnent également l'agression du pouvoir de Madrid.

Une chose est sûre : cette pratique autoritaire de la part du gouvernement de Rajoy rappelle que les partisans de « *l'Espagne éternelle* » sont toujours aux commandes et que le droit des peuples à disposer d'eux mêmes est bafoué. Le peuple catalan, le mouvement social catalan ne se laisseront pas faire, les appels à descendre dans la rue se multiplient ces dernières heures. A 14h, les artères des Ramblas et de la Gran Via à Barcelone étaient noires de monde. Une foule en colère qui scandait à tue tête « *Nous voterons !* », « *Les forces d'occupation dehors !* », et entonnait « *l'Estaca* » de Luis Llach, chanson symbole de la résistante antifranquiste.

L'Union syndicale Solidaires apporte tout son soutien au peuple catalan dans son choix à définir, lui même et lui seul, son destin.

Le 20 septembre 2017.